

METZ, LE 28 MAI 2009

33

R A P P O R T

OBJET : ENGAGEMENT DE LA VILLE DE METZ DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a confirmé dans son 4^{ième} rapport que les changements climatiques étaient dus à la consommation d'énergie liée aux activités humaines.

Pour lutter contre le changement climatique, le Conseil européen a adopté le 12 décembre 2008 le paquet énergie climat dans lequel il engage l'Union européenne à réduire ses émissions de CO2 de 20% d'ici 2020, grâce à une augmentation de son efficacité énergétique et à une part plus importante d'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Afin d'impliquer les Villes dans la lutte contre les changements climatiques, l'Union européenne a mis en place la Convention des Maires qui engage les Villes d'Europe signataires à :

- réduire d'au moins 20% les émissions de CO2 sur leur territoire ;
- réaliser un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre ;
- élaborer et soumettre un plan d'action (Plan Climat Territorial) au cours de l'année suivant l'adhésion formelle à la Convention des Maires ;
- produire un rapport de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Plan Climat Territorial tous les deux ans ;
- participer à la Convention des Maires chaque année ;
- mobiliser la société civile, partager les expériences et organiser des manifestations en faveur des économies d'énergie.

Dans la mesure où la Ville de Metz est déjà impliquée dans un processus d'Agenda 21 local, il est proposé qu'elle s'engage et qu'elle respecte les engagements inscrits dans la Convention des Maires.

d'où la motion suivante qui est soumise à l'approbation du Conseil Municipal :

M O T I O N

OBJET : ENGAGEMENT DE LA VILLE DE METZ DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le Conseil Municipal,
Les Commissions entendues,

CONSIDÉRANT que le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a confirmé dans son 4^{ième} rapport que les changements climatiques étaient dus à la consommation d'énergie liée aux activités humaines,

CONSIDÉRANT que pour lutter contre le changement climatique le Conseil européen a adopté le paquet énergie climat dans lequel il s'engage l'Union européenne à réduire ses émissions de CO2 de 20% d'ici 2020, grâce à une augmentation de son efficacité énergétique et à une part plus importante d'énergie produite à partir de sources renouvelables,

CONSIDÉRANT qu'afin d'impliquer les Villes dans la lutte contre les changements climatiques, l'Union européenne a mis en place la Convention des Maires qui engage les Villes d'Europe signataires à :

- réduire d'au moins 20% les émissions de CO2 sur leur territoire,
- réaliser un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre,
- élaborer et soumettre un plan d'action (Plan Climat Territorial) au cours de l'année suivant l'adhésion formelle à la Convention des Maires,
- produire un rapport de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du Plan Climat Territorial tous les deux ans,
- participer à la Convention des Maires chaque année,
- mobiliser la société civile, partager les expériences et organiser des manifestations en faveur des économies d'énergie.

CONSIDÉRANT que La Ville de Metz est déjà impliquée dans un processus d'Agenda 21 local dont une des priorités est la lutte contre le réchauffement climatique,

DECIDE de s'engager et de respecter les engagements inscrits dans la Convention des Maires,

DECIDE d'élaborer un Plan Climat Territorial d'ici fin 2010 dans les domaines qui relèvent de sa compétence,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document contractuel se rapportant à cette opération, y compris les avenants éventuels,

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué :

René DARBOIS

Ville de METZ
Place d'Armes
B.P. 21025
57 036 METZ Cedex 01
Contact : M. DARBOIS (rdarbois@mairie-metz.fr)

Convention des Maires

Je soussigné, Dominique GROS, Maire de la Ville de Metz, vous informe que le Conseil Municipal du 28 mai 2009 s'est engagé à respecter la Convention des Maires en toute connaissance de cause et en particulier :

- à aller au-delà des objectifs déterminés par l'Union Européenne pour 2020, en réduisant les émissions de CO₂ d'au moins 20% sur notre territoire.
- à soumettre dans l'année suivant la signature de la Convention un Plan Climat Territorial incluant un bilan des émissions de gaz à effets de serre qui définit la manière d'atteindre les objectifs.
- à soumettre au moins tous les deux ans un rapport d'avancement des travaux permettant d'évaluer et à ajuster le Plan Climat Territorial.
- à organiser des Journées de l'énergie ou des journées Engagement dans la Convention de la collectivité, en coopération avec la Commission européenne et avec d'autres parties prenantes, permettant ainsi aux citoyens de bénéficier directement des opportunités et des avantages offerts par une utilisation plus intelligente de l'énergie et d'informer régulièrement les médias locaux de l'avancement du Plan d'action.
- à assister et à participer à la conférence annuelle des Maires organisée par la Commission Européenne pour une Europe de l'énergie durable.

Metz, le 28 mai 2009

SIGNATURE

CACHET

**Note de contexte
Conseil Municipal du 28 mai 2009**

Engagement de la Ville de Metz dans la lutte contre le réchauffement climatique

Le Conseil européen a adopté en décembre 2008 le paquet énergie climat dans lequel il engage l'Union européenne à réduire ses émissions de CO2 de 20% d'ici 2020.

L'Union européenne avait déjà adopté le 9 mars 2007 le Paquet «L'énergie dans un monde en mutation», dans le cadre duquel elle s'engageait unilatéralement à réduire ses émissions de CO2 de 20% d'ici 2020, grâce à une augmentation de 20% de son efficacité énergétique et à une part de 20% d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans son bouquet énergétique (règles des 3 fois 20)

L'Union européenne souhaite impliquer les Villes d'Europe dans la lutte contre le réchauffement climatique au travers de la mise en place d'une convention des Maires qui engage les Villes signataires à élaborer un plan d'action (Plan Climat Territorial) sur la base d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre (réalisation d'un bilan carbone).

La Ville de Metz élabore actuellement son Agenda 21 et a fait de la lutte contre le réchauffement climatique une de ses priorités. C'est pourquoi, elle souhaite, comme d'autres Villes françaises (Paris, Grenoble, Besançon, Dijon, Lille, Montpellier, etc.), s'engager dans la convention des Maires.

Un diagnostic des émissions de gaz à effets de serre (bilan carbone) devrait ainsi être réalisé d'ici la fin de l'année 2009-début 2010 sur le territoire messin et plus particulièrement sur son patrimoine et ses services. La Maîtrise d'Ouvrage du bilan carbone sera assurée par la CA2M qui financera le bilan carbone pour l'ensemble de l'agglomération (délibération de la CA2M de février 2009).

Sur la base de ce diagnostic, la Ville de Metz élaborera ensuite son Plan Climat territorial dans les domaines qui relèvent de sa compétence.

Plusieurs familles d'actions pourront ainsi être mises en œuvre rapidement pour atteindre l'objectif fixé par l'Union européenne :

- des actions d'information et de communication auprès des citoyens : Espace Info Energie de Metz, conférences, réunions publiques, etc
- des actions d'isolation des bâtiments,
- des actions liées aux déplacements (développement des modes doux)
- des actions liées au développement des énergies renouvelables (solaire thermiques ou photovoltaïque, biomasse, etc.)

CONVENTION DES MAIRES

CONSIDÉRANT que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a confirmé la réalité du changement climatique et le fait que la consommation d'énergie liée à l'activité humaine en est, dans une large mesure, responsable,

CONSIDÉRANT l'adoption par l'Union européenne le 9 mars 2007 du Paquet «L'énergie dans un monde en mutation», dans le cadre duquel elle s'engage unilatéralement à réduire ses émissions de CO₂ de 20% d'ici 2020, grâce à une augmentation de 20% de son efficacité énergétique et à une part de 20% d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans son bouquet énergétique,

CONSIDÉRANT que le Plan d'action de l'UE pour l'efficacité énergétique: réaliser le potentiel considère la création d'une «Convention des maires» comme une priorité,

CONSIDÉRANT que le Comité des Régions de l'UE met l'accent sur le besoin de joindre les forces locales et régionales, étant donné que la gouvernance à multiples niveaux est un outil efficace pour améliorer la portée des actions contre le changement climatique, et qu'il soutient donc la participation des Régions à la Convention des Maires,

CONSIDÉRANT notre volonté de suivre, dans le cadre de l'amélioration nécessaire de notre efficacité énergétique, les recommandations de la Charte de Leipzig sur la ville européenne durable,

CONSIDÉRANT que nous sommes conscients de l'existence des Engagements d'Aalborg qui sont à la base de nombreux efforts actuels de durabilité urbaine et des processus d'Agendas 21 locaux,

CONSIDÉRANT que nous reconnaissons la responsabilité que partagent les autorités locales et régionales avec les gouvernements nationaux dans la lutte contre le réchauffement climatique et la nécessité que leur engagement dans ce domaine soit indépendant des autres parties prenantes,

CONSIDÉRANT que les communes et les villes sont responsables directement et indirectement (par le biais des produits et des services utilisés par les citoyens) de plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre découlant de la consommation d'énergie liée à l'activité humaine,

CONSIDÉRANT que l'engagement de l'UE de réduire ses émissions ne pourra être atteint que si les parties prenantes au niveau local, les citoyens et leurs groupements le partagent,

CONSIDÉRANT qu'il revient aux autorités locales et régionales, qui constituent le niveau d'administration le plus proche du citoyen, d'être des pionnières et de montrer l'exemple,

CONSIDÉRANT que nombre des actions de lutte contre les dérèglements climatiques qui s'imposent en matière d'efficacité énergétique et de sources d'énergie renouvelables relèvent de la compétence des gouvernements locaux ou ne seraient pas réalisables sans leur soutien politique,

CONSIDÉRANT que les États membres de l'UE peuvent tirer profit d'une action décentralisée efficace au niveau local dans leurs efforts visant à remplir leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre,

CONSIDÉRANT les efforts que déploient les gouvernements locaux et régionaux à travers l'Europe, afin de réduire la pollution responsable du réchauffement climatique grâce à des programmes d'efficacité énergétique, notamment dans le domaine des transports urbains durables, et à la promotion des sources d'énergie renouvelables,

NOUS, LES MAIRES, NOUS ENGAGEONS À:

Dépasser les objectifs fixés par l'UE pour 2020 en réduisant d'au moins 20% les émissions de CO₂ sur nos territoires respectifs, grâce à la mise en oeuvre d'un Plan d'action en faveur de l'énergie durable dans les domaines d'activité relevant de notre compétence. Cet engagement et le Plan d'action seront ratifiés dans le cadre de nos procédures respectives,

Préparer un bilan des émissions comme base pour le Plan d'action en faveur de l'énergie durable,

Soumettre le Plan d'action en faveur de l'énergie durable au cours de l'année suivant notre adhésion formelle à la Convention des Maires,

Adapter les structures urbaines, y compris en prévoyant des ressources humaines suffisantes, afin d'entreprendre les actions nécessaires,

Mobiliser la société civile dans notre territoire afin qu'elle prenne part au développement du Plan d'action ainsi qu'à l'identification des politiques et des mesures nécessaires pour mettre en oeuvre et réaliser les objectifs du Plan. Le Plan d'action sera produit dans chaque territoire et sera soumis au Secrétariat de la Convention des maires dans l'année suivant la ratification de la Convention,

Produire un rapport de mise en oeuvre au moins tous les deux ans après proposition du Plan d'action à des fins d'évaluation, de suivi et de vérification,

Partager notre expérience et notre savoir-faire avec d'autres territoires,

Organiser des Journées de l'énergie ou des Journées de la Convention des maires en collaboration avec la Commission européenne et d'autres parties prenantes, afin de permettre aux citoyens de bénéficier directement des opportunités et avantages découlant d'une utilisation plus intelligente de l'énergie, et d'informer régulièrement les médias locaux sur les développements du Plan d'action,

Participer et contribuer à la conférence européenne de la Convention des maires pour une Europe de l'énergie durable organisée chaque année,

Diffuser le message de la Convention dans les forums appropriés et, plus spécifiquement, inviter d'autres maires à rejoindre la Convention,

Accepter d'être privé de notre statut de membre de la Convention, à condition d'en avoir été informé au préalable par une lettre envoyée par le Secrétariat, dans les cas suivants :

- i) incapacité de soumettre le Plan d'action en faveur de l'énergie durable dans l'année suivant la signature formelle de la Convention,
- ii) non-respect de l'objectif global de réduction du CO₂ prévu dans le Plan d'action dû à l'absence ou l'insuffisance de la mise en oeuvre du Plan d'action,
- iii) incapacité de soumettre un rapport à deux échéances de suite.

NOUS, LES MAIRES, APPROUVONS

La décision de la Commission européenne de créer et de financer une structure de soutien technique et promotionnel, y compris la mise en oeuvre d'instruments d'évaluation et de suivi, de mécanismes visant à faciliter le partage de savoir-faire entre territoires et d'outils facilitant la reproduction et la multiplication des mesures efficaces, dans les limites du budget prévu,

Le rôle de coordinateur de la Commission européenne de la conférence annuelle de la Convention des maires pour une Europe de l'énergie durable,

L'intention déclarée de la Commission européenne de faciliter l'échange d'expérience entre les territoires participants, et la proposition de recommandations et d'exemples de référence pour leur éventuelle mise en oeuvre, et de faire le lien avec des activités existantes et des réseaux promouvant le rôle des gouvernements locaux dans le domaine de la protection du climat. Ces exemples de référence devraient faire partie intégrante de cette Convention, sous la forme d'annexes,

L'appui apporté par la Commission européenne à la reconnaissance et à la visibilité publique des villes et communes participant à la Convention, en utilisant un logo Énergie durable pour l'Europe et en mettant ses outils de communication au service de la promotion de l'initiative,

Le soutien appuyé du **Comité des Régions** en faveur de la Convention et de ses objectifs, en tant que représentant des autorités locales et régionales au sein de l'Union européenne,

L'assistance que les Etats membres, Régions, Départements, villes tutrices et autres **structures institutionnelles** soutenant la Convention apportent aux municipalités plus petites afin de permettre à ces dernières de remplir les conditions posées par la Convention,

NOUS, LES MAIRES, DEMANDONS QUE

La Commission européenne et les administrations nationales mettent en place des programmes de coopération et des structures de soutien cohérentes qui aident les signataires à mettre en oeuvre leurs Plans d'action en faveur de l'énergie durable,

La Commission européenne et les administrations nationales considèrent les activités au sein de la Convention comme des priorités dans leurs programmes d'aide respectifs, informent les villes quant à la préparation des politiques et des programmes de financement pour le niveau local, et impliquent celles-ci dans ce même processus,

La Commission européenne négocie avec les acteurs financiers la création de dispositifs financiers visant à faciliter la réalisation des tâches prévues par les Plans d'action,

Les administrations nationales impliquent les autorités locales et régionales dans la préparation et la mise en oeuvre des Plans d'action nationaux en matière d'efficacité énergétique et des Plans d'action nationaux pour la promotion des sources d'énergie renouvelables,

La Commission européenne et les administrations nationales soutiennent la mise en oeuvre de nos Plans d'action en faveur de l'énergie durable qui soit en accord avec les principes, règles et modalités déjà convenus et ceux qui pourront l'être dans le futur à un niveau mondial par les parties prenantes, en particulier au sein de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). Notre engagement actif dans la réduction des émissions de CO₂ pourrait aussi se traduire par un objectif global plus ambitieux.

NOUS, LES MAIRES, ENCOURAGEONS D'AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALES À SE JOINDRE À L'INITIATIVE DE LA CONVENTION DES MAIRES, AINSI QUE D'AUTRES ACTEURS MAJEURS CONCERNÉS À OFFICIALIZER LEUR CONTRIBUTION A LA CONVENTION.

ANNEXES

1. Rôle des autorités locales dans la mise en oeuvre des actions

Des actions en faveur de l'efficacité énergétique, des projets favorisant le développement des énergies renouvelables et d'autres mesures relatives à l'énergie peuvent être développés dans les divers domaines d'activité relevant de la compétence des autorités locales et régionales.

- Consommateurs et prestataires de services

Les autorités locales et régionales occupent de nombreux bâtiments qui consomment des quantités substantielles d'énergie, que cela soit pour le chauffage ou l'éclairage. En introduisant des programmes d'économie d'énergie et des actions spécifiques dans les bâtiments publics, des économies considérables d'énergie peuvent être réalisées.

Les autorités locales et régionales assurent également la fourniture de services très consommateurs d'énergie comme le transport public ou encore l'éclairage public, pour lesquels des améliorations peuvent être apportées. Même lorsque ces services sont délégués à des prestataires privés, des mesures visant à diminuer la consommation d'énergie peuvent être introduites dans les conventions de délégation de gestion.

- Planificateurs, développeurs et régulateurs

L'aménagement du territoire ainsi que l'organisation des systèmes de transport relèvent de la responsabilité de la plupart des autorités locales et régionales. Des décisions stratégiques en matière de développement urbain telles que la lutte contre l'étalement urbain peuvent réduire la demande d'énergie liée au transport.

Les autorités locales et régionales peuvent souvent jouer un rôle de régulateur, par exemple en fixant des critères en matière de performance énergétique ou en imposant l'intégration des énergies renouvelables dans la construction de nouveaux bâtiments.

- Conseil, incitation, exemplarité

Les autorités locales et régionales peuvent informer et inciter l'ensemble des acteurs du territoire, particuliers, entreprises, etc., à une utilisation plus efficace de l'énergie. Les campagnes de sensibilisation sont importantes afin d'obtenir le soutien de l'ensemble des acteurs aux politiques énergétiques durables. Les enfants, dans la mesure où ils sont vecteurs d'information au-delà de l'école, jouent un rôle particulièrement important dans les projets en matière d'économie d'énergie et d'énergies renouvelables. Il est également important que les autorités locales et régionales soient à l'avant-garde et montrent l'exemple en matière d'actions énergétiques durables.

- Producteurs et fournisseurs

Les autorités locales et régionales peuvent encourager la production locale d'énergie et le recours aux énergies renouvelables. Les systèmes de cogénération et de chauffage urbain utilisant la biomasse en sont de bons exemples. Les autorités locales et régionales peuvent également encourager le grand public à développer des projets en la matière en soutenant financièrement les initiatives locales.

2. Réseaux d'excellence

Il s'agit d'initiatives et de programmes proposant un modèle mondial de mise en oeuvre réussie, dans des contextes urbains, de concepts de développement en matière d'énergie durable. Les représentants des réseaux d'excellence affirment à travers la Convention leur volonté de partager leur expérience et d'aider les villes et régions à mettre en oeuvre des approches similaires, quand cela est réalisable et approprié. Ils s'engagent également à faciliter le transfert de savoir-faire en diffusant l'information, y compris des recommandations, en participant aux manifestations de la Convention des maires et, d'une façon générale, en coopérant quotidiennement avec celle-ci.

De nouveaux réseaux d'excellence peuvent rejoindre la Convention à n'importe quel moment, pour autant :

- que leur potentiel soit évalué et jugé excellent par des experts agissant pour le compte de la Commission européenne,
- qu'ils soient soutenus par au moins un maire signataire de la Convention,
- qu'ils s'engagent à rédiger un programme de diffusion à destination des autorités locales membres de la Convention et à évaluer l'impact de leurs actions dans le cadre de la Convention.

3. Structures de soutien

La Convention des maires est ouverte aux villes européennes de toute taille. Les villes qui, du fait de leur taille, n'ont pas les ressources nécessaires pour préparer un bilan ou travailler à l'élaboration d'un Plan d'action devraient être soutenues par les structures disposant de telles capacités. Ces structures peuvent être des Régions, des Départements, des agglomérations, où des villes assurant un rôle de «tuteur». Chacune de ces structures sera reconnue comme un acteur clé de la Convention. Leur degré d'engagement dans les activités de la Convention ainsi que les conditions spécifiques de cet engagement, et notamment les pouvoirs de décisions, seront détaillés dans un accord écrit.